

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2023

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Marc-André Paillé, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Bécancour pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et atteste de sa véracité.

Signature



Date 8 mai 2024

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	28
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	29
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	30
Situation financière par organismes	31
Charges par objets	32
Excédent (déficit) accumulé	33
Avantages sociaux futurs	37

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	44
Analyse des charges consolidées	56

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la Ville de Bécancour

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après « les états financiers ») de la Ville de Bécancour (ci-après « la Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2023 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2023 ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Dans le cadre de l'application au 1^{er} janvier 2023 du chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022, la Ville doit déterminer si un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations doit être comptabilisé. Au 31 décembre 2023, la Ville n'a pas évalué ni comptabilisé de passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, n'a pas fourni les informations requises sur les obligations et n'a pas déterminé les ajustements à apporter aux autres postes des états financiers, ce qui constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les incidences de cette dérogation sur les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 n'ont pu être quantifiées. Cette situation nous a conduits à exprimer une opinion avec réserve sur les états financiers de l'exercice considéré.

Observations – informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E. N.C. R. L.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L
CPA auditeur, permis de comptabilité publique A122600
Trois-Rivières, le 8 mai 2024

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
Revenus				
Taxes	1	32 999 730	33 529 040	31 477 740
Compensations tenant lieu de taxes	2	250 625	253 383	233 730
Quotes-parts	3			
Transferts	4	2 033 457	4 975 829	1 383 165
Services rendus	5	989 053	1 075 061	1 146 706
Imposition de droits	6	1 054 260	3 989 783	1 726 923
Amendes et pénalités	7	120 000	103 940	120 747
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	336 057	867 972	516 361
Autres revenus	10	34 810	2 914 266	965 820
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	37 817 992	47 709 274	37 571 192
Charges				
Administration générale	14	8 104 107	6 431 508	5 498 564
Sécurité publique	15	4 836 310	4 676 656	4 652 717
Transport	16	7 880 691	8 445 537	6 990 340
Hygiène du milieu	17	8 224 879	8 518 084	8 503 952
Santé et bien-être	18	100 000	93 895	114 207
Aménagement, urbanisme et développement	19	3 050 645	2 632 862	1 443 789
Loisirs et culture	20	4 509 745	4 735 349	4 444 192
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 550 645	1 623 505	1 363 816
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	38 257 022	37 157 396	33 011 577
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(439 030)	10 551 878	4 559 615
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		101 614 845	97 055 230
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		101 614 845	97 055 230
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		112 166 723	101 614 845

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	9 862 477	8 395 523
Débiteurs (note 5)	2	17 119 908	11 573 740
Prêts (note 6)	3	165 654	165 700
Placements de portefeuille (note 7)	4	88 019	52 790
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7	180 000	200 000
	8	27 416 058	20 387 753
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	4 500 000	
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	6 955 059	7 324 998
Revenus reportés (note 11)	12	1 148 388	1 089 717
Dette à long terme (note 12)	13	61 661 599	56 499 912
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	51 479	330 005
Autres passifs (note 14)	15		
	16	74 316 525	65 244 632
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(46 900 467)	(44 856 879)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	157 754 924	145 224 515
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	358 718	304 265
Stocks de fournitures	20	496 849	424 608
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	456 699	518 336
	23	159 067 190	146 471 724
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	112 166 723	101 614 845
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	112 166 723	101 614 845
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	112 166 723	101 614 845

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(439 030)	10 551 878	4 559 615
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	24 214 502)(	18 626 207)(	14 275 273)
Produit de cession	3		8 249	3 050
Amortissement	4	5 269 875	5 852 236	5 709 283
(Gain) perte sur cession	5		(8 249)	(3 050)
Réduction de valeur / Reclassement	6		243 562	
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(18 944 627)	(12 530 409)	(8 565 990)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		(54 453)	61 062
Variation des stocks de fournitures	10		(72 241)	(109 590)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		61 637	(14 582)
	13		(65 057)	(63 110)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(19 383 657)	(2 043 588)	(4 069 485)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(44 856 879)	(40 787 394)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(44 856 879)	(40 787 394)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(46 900 467)	(44 856 879)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	10 551 878	4 559 615
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	5 852 236	5 709 283
Autres			
▪ Gain sur disposition	3.1	(8 249)	(3 050)
	4	16 395 865	10 265 848
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(5 546 168)	1 227 385
Autres actifs financiers	6	20 000	25 000
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	467 448	978 834
Revenus reportés	8	58 671	284 675
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9	(278 526)	(338 935)
Propriétés destinées à la revente	10	189 109	61 062
Stocks de fournitures	11	(72 246)	(109 590)
Autres actifs non financiers	12	61 637	(14 582)
	13	11 295 790	12 379 697
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(19 463 589)	(13 006 362)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	8 249	3 050
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17	()	()
	18	(19 455 340)	(13 003 312)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	(46 750)	(41 066)
Remboursement ou cession	20	46	
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	()	()
Cession	22	11 521	58 583
	23	(35 183)	17 517
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	10 697 000	11 147 151
Remboursement de la dette à long terme	25	(5 505 902)	(11 742 119)
Variation nette des emprunts temporaires	26	4 500 000	(2 662 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(29 411)	(36 650)
Autres			
▪	28.1		
	29	9 661 687	(3 293 618)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	1 466 954	(3 899 716)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	8 395 523	12 295 239
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	8 395 523	12 295 239
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	9 862 477	8 395 523

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après « les états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après « les normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable ainsi que la quote-part revenant à la Ville des actifs, des passifs, des revenus et des charges consolidés proportionnellement ligne par ligne du partenariat auquel elle participe.

a) Périmètre comptable

Corporation régionale de Bécancour : 100 %

Corporation de promotion et de développement de Bécancour : 100 %

b) Partenariats

Régie intermunicipale de gestion intégrée des déchets Bécancour-Nicolet-Yamaska : 46,82 % (45,11% en 2022)

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) Actifs financiers

Sauf indications contraire, les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Prêts

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût (lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré), à l'exception des prêts assortis de conditions avantageuses importantes. Lorsque les conditions du prêt sont avantageuses à un point tel que, en substance, une partie ou la totalité de l'opération s'apparente davantage à une subvention qu'à un prêt, l'élément subvention de l'opération est constaté à titre de charges à l'état consolidé des résultats au moment de l'attribution du prêt.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour désigner les prêts au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement et traduisent, en conséquence, le degré de recouvrabilité et le risque de perte. L'évaluation peut être effectuée prêt par prêt ou pour une catégorie donnée de prêts. Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possible, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers. Lorsqu'un prêt a été provisionné pour moins-value, en totalité ou en partie, et que le recouvrement du prêt est considéré par la suite comme probable, la provision pour moins-value constituée à l'égard du prêt peut être réduite.

D) Passifs

S.O.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles

Amortissement

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	Taux
Infrastructures	2,5 % à 10 %
Bâtiments	2,5 %
Véhicules	5 % à 10 %
Ameublement et équipement de bureau	10 % à 20 %
Machinerie, outillage et équipement divers	5 % à 10 %
Autres	10 %

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations corporelles est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

F) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées dès l'entrée en service des modifications apportées à des immeubles ou de la construction de nouveaux immeubles, sans égard à la date à laquelle les certificats de modification ont été émis, pourvu qu'il soit possible de faire une estimation raisonnable de la valeur des modifications ou ajouts en cause.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les contributions de la Municipalité régionale du comté de Bécancour relatives à l'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel elles sont autorisées, lorsque les critères d'admissibilité ont été satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible. Ces contributions sont reportées et comptabilisées à titre de revenus de transfert au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles elles sont affectées.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements et les autres revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

G) Avantages sociaux futurs

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode aux régimes de retraite à prestations déterminées, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1^{er} janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value, s'il y a lieu, dans le cas d'un actif. Pour l'établissement de cette provision, dans le cas des régimes de retraite à prestations déterminées, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1^{er} janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante: Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée.

Depuis la sanction de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

La Cour supérieure du Québec a rendu une décision le 9 juillet 2020 en lien avec la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminée du secteur municipal (« Loi RRSM »). Cette décision a été portée en appel et le 10 mai 2023, la Cour d'appel du Québec a rendu sa décision et a confirmé la conclusion du jugement de la Cour supérieure. Cette décision a été portée en appel devant la Cour suprême du Canada, mais celle-ci a annoncé qu'elle refuse d'entendre l'appel, de sorte que la décision de la Cour d'appel du Québec est définitive.

Comme le régime ne prévoyait pas d'indexation automatique des rentes en cours de paiement, et que celle-ci n'avait donc pas été suspendue, ces décisions n'ont pas d'impact sur le régime.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2023 selon la méthode suivante: Valeur marchande de l'actif

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés.

Autres régimes (REER individuel, REER collectif et autres)

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà fournis.

Le régime de retraite des élus municipaux (RREM) auquel participe l'organisme municipal est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes :

- Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

I) Instruments financiers

Évaluation initiale

La Ville comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état consolidé de la situation financière lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier, et seulement dans ce cas. Sauf indication contraire, les actifs et passifs financiers sont initialement évalués au coût.

Les coûts de transaction afférents aux instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement sont comptabilisés à titre de frais reportés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de la Ville sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers).

Les coûts de transaction afférents aux emprunts à long terme évalués au coût après amortissement sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La Ville détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers. Toute dépréciation des actifs financiers est comptabilisée à l'état consolidé des résultats.

Dans le cas d'un placement de portefeuille, si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement de portefeuille ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état consolidé des résultats qu'au moment de sa réalisation.

J) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Le 1^{er} janvier 2023, la Ville aurait dû adopter les recommandations du nouveau chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, la Ville devrait comptabiliser un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par la Ville qui font encore ou non l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

Conformément aux nouvelles exigences, la Ville devrait comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique obligeant la Ville à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La Ville n'a évalué ni comptabilisé aucune obligation liée à la mise hors service d'immobilisations corporelles au 31 décembre 2023.

Instruments financiers

Le 1^{er} janvier 2023, la Ville a adopté les recommandations des nouveaux chapitres SP 1201, « Présentation des états financiers », et SP 3450, « Instruments financiers », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*.

Le chapitre SP 3450 établit des normes de comptabilisation et d'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés non financiers. Les principaux éléments de ce nouveau chapitre sont les suivants :

- Les éléments compris dans le champ d'application du chapitre sont classés dans l'une ou l'autre des deux catégories d'évaluation : juste valeur, ou coût ou coût après amortissement;
- La quasi-totalité des dérivés, y compris les dérivés incorporés qui ne sont pas étroitement liés au contrat hôte, sont évalués à la juste valeur;
- L'évaluation à la juste valeur s'applique également aux placements de portefeuille dans des titres de capitaux propres qui sont cotés sur un marché actif;
- Les autres actifs financiers et passifs financiers sont de façon générale évalués au coût ou au coût après amortissement;
- Jusqu'à ce qu'un élément soit décomptabilisé, les gains et les pertes découlant de la réévaluation à la juste valeur sont présentés dans l'état consolidé des gains et pertes de réévaluation;
- Il n'est pas nécessaire de présenter une comparaison des montants réels et des montants budgétés dans l'état consolidé des gains et pertes de réévaluation;
- Lorsque l'entité définit et met en œuvre une stratégie de gestion des risques ou de placement afin de gérer et d'évaluer la performance d'un groupe d'actifs financiers, de passifs financiers ou des deux en fonction de la juste valeur, elle peut choisir d'inclure ces éléments dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur;
- De nouvelles exigences clarifient quand les passifs financiers sont décomptabilisés;
- La compensation d'un passif financier et d'un actif financier est interdite en l'absence d'un droit juridiquement exécutoire d'opérer compensation entre les montants comptabilisés et de l'intention soit de procéder à un règlement net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément;
- De nouvelles obligations d'information sur les éléments présentés ainsi que sur la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers ont été ajoutées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Le chapitre SP 1201 prévoit un nouvel état financier (l'état consolidé des gains et pertes de réévaluation) pour la comptabilisation des gains et pertes de réévaluation et prévoit que l'excédent ou le déficit accumulé présenté à l'état consolidé de la situation financière correspond à l'excédent ou au déficit accumulé lié aux activités et aux gains et pertes de réévaluation cumulés.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022, ont fait l'objet d'une application prospective et, en conséquence, les montants comparatifs au 31 décembre 2022 et pour l'exercice terminé à cette date sont présentés conformément aux méthodes comptables appliquées par la Ville avant l'adoption de ces nouveaux chapitres. L'application de ces modifications n'a eu aucune incidence sur la valeur comptable des actifs financiers et des passifs financiers de la Ville au 1^{er} janvier 2023.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2023	2022
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	5 224 739	3 790 023
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	4 637 738	4 605 500
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	9 862 477	8 395 523
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 ()	(
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	9 862 477	8 395 523
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	8 299 308	8 395 523
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	1 030 600	7 183 500

Note

Les placements à court terme portent intérêt à un taux de 0,95 % (0,70 % au 31 décembre 2022), vient à échéance en 2026 et est rachetable en tout temps.

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées aux réserves financière, à l'excédent de fonctionnement affecté, aux fonds réservés pour le fonds de roulement, aux soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés, aux revenus reportés et au financement non utilisé.

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 1 437 641 \$ (1 223 895 \$ en 2022). Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 776 264 \$ (507 396 \$ en 2022).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. Débiteurs

		2023	2022
Taxes municipales	9	1 848 425	2 043 803
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	9 204 111	7 962 842
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	3 030 323	482 224
Organismes municipaux	13	11 170	2 519
Autres			
▪ Comptes à recevoir divers	14.1	3 025 879	1 082 352
	15	17 119 908	11 573 740
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	5 472 525	5 904 304
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	5 472 525	5 904 304
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	2 352 491	1 378 372
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	3 540 577	3 724 378
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	1 238 384	1 299 574
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	2 072 659	1 560 518
	27	9 204 111	7 962 842

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 2,11% à 4,48 % (2,11 % à 4,48 % au 31 décembre 2022) et viennent à échéance au plus tard en 2040.

6. Prêts

		2023	2022
Prêts à un office d'habitation	28	123 066	123 066
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪ Fonds soutien Centre-du-Québec	30.1	42 588	42 634
	31	165 654	165 700
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

Prêts à un organisme, sans intérêt, sans modalité de remboursement, échéant en 2024.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

7. Placements de portefeuille

		2023	2022
Placements à titre d'investissement	33	88 019	52 790
Autres placements	34		
	35	88 019	52 790
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	36		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	37		

Note

Les placements à titre d'investissement sont composés de participations dans les fonds de garantie.

8. Autres actifs financiers

		2023	2022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	38		
Autres	39	180 000	200 000
	40	180 000	200 000

Note**9. Emprunts temporaires**

La Ville bénéficie d'ouvertures de crédit bancaire d'un montant total de 21 840 000 \$ portant intérêt à des taux variant du taux préférentiel moins 0,4 % soit 6,80%, au taux préférentiel, soit 7,2 % (taux variant du taux préférentiel soit 6,45%, au taux préférentiel moins 0,15%, soit 6,3 % au 31 décembre 2022) et renouvelables annuellement. Ces ouvertures de crédit bancaire sont utilisées pour les opérations courantes et d'investissement de la Ville.

Les organismes du périmètre comptable bénéficient d'ouvertures de crédit bancaire d'un montant total de 250 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel et renouvelables annuellement.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2023	2022
Fournisseurs	41	3 312 126	3 825 944
Salaires et avantages sociaux	42	918 940	700 485
Dépôts et retenues de garantie	43	2 255 624	2 495 313
Provision pour contestations d'évaluation	44		
Autres			
▪ Frais courus	45.1	468 369	303 256
	46	6 955 059	7 324 998

Note

Les comptes fournisseurs ainsi que les dépôts et retenues de garantie incluent un montant de 3 347 551 \$ au 31 décembre 2023 relatif à des acquisitions d'immobilisations corporelles (4 184 934 \$ au 31 décembre 2022).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. Revenus reportés

		2023	2022
Taxes perçues d'avance	47	65 408	53 167
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	48		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	49		
Accès entreprise Québec	50		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	51		
Autres			
▪	52.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53	435 936	404 186
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	54	117 026	101 235
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	55		
Société québécoise d'assainissement des eaux	56		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57		
Autres contributions des promoteurs	58		
Fonds de redevances réglementaires	59		
Autres			
▪ S.H.Q. Pyrrhotite	60.1	140 411	140 411
▪ Autres - Fibres optique	60.2	150 000	150 000
▪ Autres	60.3	239 607	240 718
	61	1 148 388	1 089 717

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2023	2022
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,70	5,50	2024	2029	62	60 608 900	55 362 900
Obligations et billets en monnaies étrangères					63		
Gains (pertes) de change reportés					64		
					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres	2,09	2,09	2025	2025	69	1 482 380	1 537 282
					70	62 091 280	56 900 182
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(429 681)	(400 270)
					72	61 661 599	56 499 912

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2023
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2024	73	17 493 000		56 037	17 549 037
2025	74	12 694 000		1 426 343	14 120 343
2026	75	9 192 000			9 192 000
2027	76	8 138 900			8 138 900
2028	77	8 780 000			8 780 000
2029 et plus	78	4 311 000			4 311 000
	79	60 608 900		1 482 380	62 091 280
Intérêts et frais accessoires	80	()	()	()	()
	81	60 608 900		1 482 380	62 091 280

Note

Les versements estimatifs incluent les refinancements dans l'année où ils surviennent.

13. Avantages sociaux futurs

	2023	2022
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	(51 479) (330 005)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	(51 479) (330 005)
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	347 774 228 265
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	1 720
Régimes de retraite des élus municipaux	89	39 777
	90	387 551 229 985

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

14. Autres passifs

	2023	2022
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	91	
Assainissement des sites contaminés	92	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	93	
Autres		
▪	94.1	
	95	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	96	
Passifs engagés	97	
Passifs réglés	98 ()(
Charge de désactualisation ¹	99	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	100	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	101	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	102	58 501 839	1 155 369		59 657 208
Eaux usées	103	51 656 803	2 964 241		54 621 044
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	104	67 327 831	4 618 057		71 945 888
Autres					
▪ Autres	105.1	11 596 730	144 712		11 741 442
Réseau d'électricité	106				
Bâtiments	107	23 865 650	409 237		24 274 887
Améliorations locatives	108				
Véhicules	109	4 949 757	190 094	24 838	5 115 013
Ameublement et équipement de bureau	110	1 558 578	42 384	499	1 600 463
Machinerie, outillage et équipement divers	111	4 680 972	693 494		5 374 466
Terrains	112	1 272 656	459 940		1 732 596
Autres	113	154 355	81 743		236 098
	114	225 565 171	10 759 271	25 337	236 299 105
Immobilisations en cours	115	23 462 393	7 866 936	243 562	31 085 767
	116	249 027 564	18 626 207	268 899	267 384 872
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	117	34 446 729	1 179 724		35 626 453
Eaux usées	118	14 399 328	1 326 117		15 725 445
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	119	31 196 082	1 772 487		32 968 569
Autres					
▪ Autres	120.1	6 374 057	322 867		6 696 924
Réseau d'électricité	121				
Bâtiments	122	9 907 356	574 660		10 482 016
Améliorations locatives	123				
Véhicules	124	3 433 507	217 920	24 838	3 626 589
Ameublement et équipement de bureau	125	1 113 684	141 291	499	1 254 476
Machinerie, outillage et équipement divers	126	2 790 861	305 220		3 096 081
Autres	127	141 445	11 950		153 395
	128	103 803 049	5 852 236	25 337	109 629 948
VALEUR COMPTABLE NETTE	129	145 224 515			157 754 924
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	130				
Amortissement cumulé	131	()	()	()	()
Valeur comptable nette	132				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

16. Propriétés destinées à la revente

		2023	2022
Immeubles de la réserve foncière	133		
Immeubles industriels municipaux	134	358 718	304 265
Autres	135		
	136	358 718	304 265
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	137		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	138	358 718	304 265

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	139.1				
	140				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	141.1				
	142				
VALEUR COMPTABLE NETTE	143				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2023	2022
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	144.1	456 699	518 336
Autres			
▪	145.1		
	146	456 699	518 336

Note**19. Obligations contractuelles****Office municipal d'habitation de la Ville**

L'Office municipal d'habitation de Bécancour, la Ville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % du déficit d'exploitation et la Ville subventionne le solde du déficit pour l'ensemble immobilier se situant sur son territoire.

20. Droits contractuels

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

21. Passifs éventuels

Les passifs éventuels se composent de ce qui suit :

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2023	2022
Emprunts temporaires			
▪	147.1		
	148		
Dettes à long terme			
▪	149.1		
	150		
	151		

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté de Bécancour. Au 31 décembre 2023, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 49 801 \$ ainsi qu'un montant estimé de 5 430 000 \$ pour le déploiement de la fibre-optique.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

Voir note 3, « Modification de méthodes comptables ».

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes du périmètre comptable, après élimination des opérations réciproques. Le budget consolidé exclut les organismes Corporation régionale de Bécancour et Corporation promotion et développement de Bécancour puisqu'ils n'ont pas adopté de budget.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles consolidées.

25. Instruments financiers**Politique de gestion des risques**

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La Ville est exposée à divers risques découlant de ses instruments financiers. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Ville.

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, de procédures et de pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de fin d'exercice.

Risques financiers

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie fasse défaut à ses obligations contractuelles. Le risque de crédit de la Ville est principalement attribuable aux débiteurs (excluant les taxes à la consommation à recevoir), aux prêts et aux autres actifs financiers. La Ville juge que le risque de crédit afférent aux sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada n'est pas important. Afin de réduire son risque de crédit, la Ville analyse régulièrement le solde des débiteurs (excluant les sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada), des prêts, des autres actifs financiers et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, fondée sur leur valeur de réalisation estimative.

La valeur comptable des principaux actifs financiers de la Ville représente son exposition maximale au risque de crédit.

Il n'y a aucun actif financier déprécié aux 31 décembre 2023 et 2022. Toutefois, les actifs financiers en souffrance non dépréciés au 31 décembre se détaillent comme suit :

	2023	2022
	\$	\$
Actifs financiers en souffrance		
Moins de un an	1 655 520	1 645 161
Entre un an et deux ans	210 040	277 788
Entre deux et trois ans	156 242	102 019
Total	2 021 802	2 024 968

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les instruments financiers varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Ville au risque de variations de la juste valeur et ceux à taux d'intérêt variable, à un risque de flux de trésorerie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe sont les prêts et les dettes à long terme. Les instruments financiers à taux d'intérêt variable sont les emprunts temporaires.

La Ville n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible des taux d'intérêt de 1 % (1 % au 31 décembre 2022) n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent (le déficit) de l'exercice ni sur les gains de réévaluation nets (pertes de réévaluation nettes) de l'exercice.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de la Ville est le risque qu'elle éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers.

La Ville est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la Ville dispose de sources de financement de montants autorisés suffisants. La Ville établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

Les échéances contractuelles des passifs financiers (non actualisées, y compris le versement d'intérêts, le cas échéant) se détaillent comme suit :

	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créditeurs et charges à payer	6 955 059			
Emprunts temporaires	4 500 000			
Dettes à long terme	19 318 605	25 782 219	10 130 068	12 603 510
Total	30 773 664	25 872 219	10 130 068	12 603 510

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

26. Fond de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 2 000 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financière de fonctionnement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Budget 2023	Réalisations 2023			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	31 477 740	32 999 730	33 529 040			33 529 040
Compensations tenant lieu de taxes	2	233 730	250 625	253 383			253 383
Quotes-parts	3					1 306 330	
Transferts	4	943 314	1 550 125	3 272 681		669 241	3 766 922
Services rendus	5	1 014 853	958 160	941 703		133 358	1 075 061
Imposition de droits	6	1 726 923	1 054 260	3 989 783			3 989 783
Amendes et pénalités	7	120 747	120 000	103 940			103 940
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	507 396	330 000	853 911		14 061	867 972
Autres revenus	10	337 645	34 810	709 394		28 028	737 422
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	36 362 348	37 297 710	43 653 835		2 151 018	44 323 523
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	32 574		1 208 907			1 208 907
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	406 398		2 034 785			2 034 785
Autres	18	172 131		142 059			142 059
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	611 103		3 385 751			3 385 751
	22	36 973 451	37 297 710	47 039 586		2 151 018	47 709 274
Charges							
Administration générale	23	5 217 330	7 813 015	6 121 428	158 676	151 404	6 431 508
Sécurité publique	24	4 374 823	4 548 265	4 389 100	287 556		4 676 656
Transport	25	4 994 982	6 004 441	6 386 338	2 059 199		8 445 537
Hygiène du milieu	26	5 456 283	5 589 774	5 536 575	2 561 589	1 726 250	8 518 084
Santé et bien-être	27	114 207	100 000	93 895			93 895
Aménagement, urbanisme et développement	28	1 701 503	2 989 395	2 742 254	65 608		2 632 862
Loisirs et culture	29	3 484 821	3 919 245	3 727 143	586 152	422 054	4 735 349
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	1 363 816	1 550 645	1 623 505			1 623 505
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	5 575 179	5 269 875	5 718 780	(5 718 780)		
	34	32 282 944	37 784 655	36 339 018		2 299 708	37 157 396
Excédent (déficit) de l'exercice	35	4 690 507	(486 945)	10 700 568		(148 690)	10 551 878

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalizations 2022	Budget 2023	Réalizations 2023	Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 690 507	(486 945)	10 700 568	10 551 878
Moins : revenus d'investissement	2 (	611 103)	)	(3 385 751)	(3 385 751)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	4 079 404	(486 945)	7 314 817	7 166 127
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Amortissement	4	5 575 179	5 269 875	5 718 780	5 852 236
Produit de cession	5	3 050	100 695	8 249	8 249
(Gain) perte sur cession	6	(3 050)		(8 249)	(8 249)
Réduction de valeur / Reclassement	7			243 562	243 562
	8	5 575 179	5 370 570	5 962 342	6 095 798
Propriétés destinées à la revente					
Coût des propriétés vendues	9	63 475		189 109	189 109
Réduction de valeur / Reclassement	10			(243 562)	(243 562)
	11	63 475		(54 453)	(54 453)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Remboursement ou produit de cession	12			46	46
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13				
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	58 583		11 161	11 161
	15	58 583		11 207	11 207
Financement					
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	56 938		155 629	155 629
Remboursement de la dette à long terme	17 (	4 141 553)	(3 972 225)	(3 988 621)	(4 043 523)
	18	(4 084 615)	(3 972 225)	(3 832 992)	(3 887 894)
Affectations					
Activités d'investissement	19 (	2 739 229)	(2 099 000)	(7 250 184)	(7 258 389)
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	551 060	1 657 600	679 307	679 307
Excédent de fonctionnement affecté	21	78 486	140 000	1 720 564	1 720 564
Réserves financières et fonds réservés	22	(363 513)	(550 000)	(521 714)	(521 714)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	12 197	(60 000)	(78 607)	(78 607)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24				
	25	(2 460 999)	(911 400)	(5 450 634)	(5 458 839)
	26	(848 377)	486 945	(3 364 530)	(3 294 181)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	3 231 027		3 950 287	3 871 946

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	Réalizations 2022		Réalizations 2023		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	611 103	3 385 751		3 385 751
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	269 178)(	434 684)(	8 205)(	442 889)
Sécurité publique	3 (	258 089)(	148 508)(	)	148 508)
Transport	4 (	7 307 465)(	7 111 435)(	)	7 111 435)
Hygiène du milieu	5 (	5 330 549)(	7 987 344)(	)	7 987 344)
Santé et bien-être	6 (	)	166)(	)	166)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	37 332)(	687 474)(	)	687 474)
Loisirs et culture	8 (	1 068 968)(	2 248 391)(	)	2 248 391)
Réseau d'électricité	9 ())))
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())))
	11 (	14 271 581)(	18 618 002)(	8 205)(	18 626 207)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	2 413)()))
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	41 066)(	46 390)(	)	46 390)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	3 963 462	9 510 771		9 510 771
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	2 739 229	7 250 184	8 205	7 258 389
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	912 576	705 685		705 685
Excédent de fonctionnement affecté	17	974 453	816 163		816 163
Réserves financières et fonds réservés	18	542 900	59 891		59 891
	19	5 169 158	8 831 923	8 205	8 840 128
	20	(5 182 440)	(321 698)		(321 698)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(4 571 337)	3 064 053		3 064 053

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2022		2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	7 010 461	8 905 348	957 129	9 862 477
Débiteurs (note 5)	2	10 896 247	16 288 539	831 369	17 119 908
Prêts (note 6)	3	165 700	165 654		165 654
Placements de portefeuille (note 7)	4	52 790	88 019		88 019
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7	763 133	565 000		180 000
	8	18 888 331	26 012 560	1 788 498	27 416 058
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10		4 500 000	385 000	4 500 000
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	7 041 588	6 684 859	270 200	6 955 059
Revenus reportés (note 11)	12	867 629	926 300	222 088	1 148 388
Dettes à long terme (note 12)	13	54 962 630	60 179 219	1 482 380	61 661 599
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	330 005	51 479		51 479
Autres passifs (note 14)	15				
	16	63 201 852	72 341 857	2 359 668	74 316 525
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(44 313 521)	(46 329 297)	(571 170)	(46 900 467)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	141 736 042	154 391 692	3 363 232	157 754 924
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	304 265	358 718		358 718
Stocks de fournitures	20	424 608	496 849		496 849
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	515 889	449 878	6 821	456 699
	23	142 980 804	155 697 137	3 370 053	159 067 190
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	4 339 402	6 521 978	918 031	7 440 009
Excédent de fonctionnement affecté	25	6 768 817	4 201 097		4 201 097
Réserves financières et fonds réservés	26	469 375	1 344 898		1 344 898
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(27 768)	(30 362)	()	(30 362)
Financement des investissements en cours	28	(5 896 349)	(2 832 297)		(2 832 297)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	93 013 806	100 162 526	1 880 852	102 043 378
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	98 667 283	109 367 840	2 798 883	112 166 723
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	9 397 797	9 305 564	9 452 025	7 885 768
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	2 108 768	1 770 526	1 787 098	1 741 743
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				173 641
Autres biens et services	8	12 590 530	13 477 107	15 465 624	12 274 482
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	1 406 801	1 494 693	1 494 693	1 241 171
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	130 844	130 844	130 844	137 297
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	13 000	(2 032)	(2 032)	(14 652)
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	2 246 925	2 247 071	940 741	1 959 590
Transferts	15				
Autres	16				
Autres					
Transferts	17	2 244 265	2 074 377	1 899 377	1 903 044
Autres	18				
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	5 269 875	5 718 780	5 852 236	5 709 283
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
Autres	21.1	2 375 850	122 088	136 790	210
	22	37 784 655	36 339 018	37 157 396	33 011 577

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	7 440 009	5 335 773
Excédent de fonctionnement affecté	2	4 201 097	6 768 817
Réserves financières et fonds réservés	3	1 344 898	469 375
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	30 362)(	27 768)
Financement des investissements en cours	5	(2 832 297)	(5 896 349)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	102 043 378	94 964 997
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	112 166 723	101 614 845
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	6 521 978	4 339 402
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	918 031	996 371
	11	7 440 009	5 335 773
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Projets d'investissements	12.1	1 766 105	2 655 010
▪ Fibre optique - MRC	12.2	2 042 507	2 042 507
▪ Vidange de boues	12.3		413 700
▪ Budget année subséquente	12.4	392 485	1 657 600
	13	4 201 097	6 768 817
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	4 201 097	6 768 817

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Règlement #1696 - Vidange des boues	17.1	490 005	
	18	490 005	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	725 931	395 573
Organismes contrôlés et partenariats	22		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23	23 802	23 802
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25		
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	105 160	50 000
Autres			
▪	30.1		
	31	854 893	469 375
	32	1 344 898	469 375

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40 ()(
Assainissement des sites contaminés	41 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	42 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()(
Autres	44.1 ()(
	45 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	46 ()(
Utilisation du fonds de roulement	47 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	48 ()(
Utilisation du fonds de roulement	49 ()(
Autres	50.1 ()(
	51 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	52 ()(
Mesure relative à la COVID-19	53 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	54 (	294 817)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	55 ()(
Autres	56.1 ()(
	57 (	294 817)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	58	264 455
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	59	185 847
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	60	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	61	
Autres	62.1	
	63	264 455
	64 (	30 362)(
		185 847
		27 768)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65 5 726 450	944 607
Investissements à financer	66 (8 558 747)(	6 840 956)
	67 (2 832 297)	(5 896 349)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	68 157 754 924	145 224 515
Propriétés destinées à la revente	69 358 718	304 265
Prêts	70 165 654	165 700
Placements de portefeuille à titre d'investissement	71 88 019	52 790
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	72	
	73 158 367 315	145 747 270
Ajustements aux éléments d'actif	74	
	75 158 367 315	145 747 270
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	76 (61 661 599)(	56 499 912)
Frais reportés liés à la dette à long terme	77 (429 681)(	400 270)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	78 5 472 525	5 904 304
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	79 294 818	213 605
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	80	
	81 (56 323 937)(	50 782 273)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	82 ())
	83 (56 323 937)(	50 782 273)
	84 102 043 378	94 964 997

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le Régime de retraite des employés de la Ville de Bécancour, dont l'évaluation actuarielle la plus récente a été effectuée le 31 décembre 2020, est un régime contributif. Jusqu'au 31 décembre 2016 pour les cadres et jusqu'au 31 décembre 2013 pour les employés syndiqués, la rente annuelle d'un participant est égale à 1,6 % de son salaire final moyen 5 ans pour les cadres et à 1,5 % de son salaire final moyen 5 ans pour les employés syndiqués. À compter du 1^{er} janvier 2014 pour les employés syndiqués et du 1^{er} janvier 2017 pour les cadres, le régime est de type salaire carrière indexé avec le crédit de rente du même pourcentage que pour le service avant ces dates. Le Régime prévoit également des prestations en cas de décès et de cessation d'emploi.

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (330 005)	(668 940)
Charge de l'exercice	4 (347 774)(	228 265)
Cotisations versées par l'employeur	5 626 300	567 200
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (51 479)	(330 005)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 24 657 100	22 634 700
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (24 034 000)(	22 634 700)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 623 100	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 (674 579)	(330 005)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (51 479)	(330 005)
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (51 479)	(330 005)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	1 040 900	984 300
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	1 040 900	984 300
Cotisations salariales des employés	21 (	606 600)(	539 800)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ())
	23	434 300	444 500
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	(82 626)	(182 735)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪			
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	351 674	261 765
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	1 264 600	1 228 300
Rendement espéré des actifs	32 (	1 268 500)(	1 261 800)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	(3 900)	(33 500)
Charge de l'exercice	34	347 774	228 265
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	2 026 500	(2 036 800)
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (	1 268 500)(	1 261 800)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	758 000	(3 298 600)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	(330 800)	2 513 600
Prestations versées au cours de l'exercice	39	1 237 000	806 400
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	3 307 200	2 262 100
DMERCA du nouveau volet	45	15	15
DMERCA de l'ancien volet	46	15	15
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	5,65 %	5,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	5,50 %	5,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques	52.1		
▪			

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	81.1		
	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	() ()	
Rendement espéré des actifs	85		
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements			
		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111		
Description des régimes et autres renseignements			
		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		1 720
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115		
	116		1 720

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2023	2022
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	7	

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) est un régime à prestations déterminées gérés en vertu de la *Loi sur le régime de retraite des élus municipaux* (chapitre R-9.3). Les élus participants et les organismes municipaux participants se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des organismes municipaux. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Ce régime, qui est administré par Retraite Québec, est un régime à prestations déterminées pour lequel il n'est pas possible d'établir des comptes de participation distincts pour chaque employeur. Ils constituent donc des régimes interemployeurs en vertu des Normes comptables pour le secteur public. Par conséquent, les organismes municipaux participants comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par un organisme municipal participant relativement à ce régime de retraite correspond aux contributions devant être versées par lui pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2023	2022
Cotisations des élus au RREM	118	11 801	
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	39 777	
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	39 777	
Note			

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022	
TAXES					
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	26 579 135	26 987 801	26 987 801	25 195 399
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Réserve financière pour le service de l'eau	5				
Réserve financière pour le service de la voirie	6				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	7	82 955	85 462	85 462	83 234
Activités de fonctionnement	8	12 455	12 453	12 453	12 453
Activités d'investissement	9				
Autres	10				
	11	26 674 545	27 085 716	27 085 716	25 291 086
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	12	2 678 765	2 709 205	2 709 205	2 511 387
Égout	13	900 300	942 983	942 983	877 014
Traitement des eaux usées	14	22 850	41 711	41 711	30 274
Matières résiduelles	15	1 298 080	1 326 899	1 326 899	1 080 794
Autres					
▪ Autres	16.1	300	300	300	300
Centres d'urgence 9-1-1	17				60 916
Service de la dette	18	1 422 755	1 422 207	1 422 207	1 620 480
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20				
Activités d'investissement	21				
	22	6 323 050	6 443 305	6 443 305	6 181 165
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	2 135	19	19	5 489
Autres	24				
	25	2 135	19	19	5 489
	26	6 325 185	6 443 324	6 443 324	6 186 654
	27	32 999 730	33 529 040	33 529 040	31 477 740

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	14 245	17 829	15 704
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	13 720	13 200	13 251
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	108 760	100 529	90 692
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	136 725	131 558	119 647
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	102 600	109 835	102 809
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39	102 600	109 835	102 809
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41	11 300	11 990	11 274
	42	11 300	11 990	11 274
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	250 625	253 383	233 730

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie	49			
Sécurité civile	50	4 400	7 722	7 256
Autres	51			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	52			
Enlèvement de la neige	53			
Autres	54			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	55	428 860	1 109 998	449 960
Transport adapté	56			
Transport scolaire	57			
Autres	58			
Transport aérien	59			
Transport par eau	60			
Autres	61			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62	22 395	464 650	23 801
Réseau de distribution de l'eau potable	63	8 955	125 061	45 462
Traitement des eaux usées	64		1 060 135	1 060 135
Réseaux d'égout	65	40 540	40 537	42 477
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	66			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	67		486 962	388 082
Tri et conditionnement	68			5 402
Autres	69			
Autres	70			
Cours d'eau	71	70 675	70 670	73 777
Protection de l'environnement	72			
Autres	73		962	1 831

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	74			
Sécurité du revenu	75			
Autres	76			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	77			
Rénovation urbaine	78	678 215	86 810	17 735
Promotion et développement économique	79			
Autres	80			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	81	13 635	17 313	38 573
Activités culturelles				
Bibliothèques	82	62 450	67 636	65 744
Autres	83		6 317	14 962
Réseau d'électricité	84			
	85	1 330 125	3 050 532	3 544 773
				1 175 062

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	86			
Sécurité publique				
Police	87			
Sécurité incendie	88			
Sécurité civile	89			
Autres	90			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	91			32 574
Enlèvement de la neige	92			
Autres	93			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	94			
Transport adapté	95			
Transport scolaire	96			
Autres	97			
Transport aérien	98			
Transport par eau	99			
Autres	100			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101	718 755	718 755	
Réseau de distribution de l'eau potable	102			
Traitement des eaux usées	103	490 152	490 152	
Réseaux d'égout	104			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	105			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	106			
Tri et conditionnement	107			
Autres	108			
Autres	109			
Cours d'eau	110			
Protection de l'environnement	111			
Autres	112			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	113			
Sécurité du revenu	114			
Autres	115			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	116			
Rénovation urbaine	117			
Promotion et développement économique	118			
Autres	119			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	120			
Activités culturelles				
Bibliothèques	121			
Autres	122			
Réseau d'électricité	123			
	124		1 208 907	1 208 907
				32 574

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	125			
Péréquation	126			
Neutralité	127			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	128			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129			
Fonds de développement des territoires	130			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	131			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132	220 000	222 149	222 149
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133			
Autres	134			
	135	220 000	222 149	222 149
TOTAL DES TRANSFERTS	136	1 550 125	4 481 588	4 975 829
				1 383 165

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	137			
Évaluation	138			
Autres	139			
	140			
Sécurité publique				
Police	141			
Sécurité incendie	142	85 000	95 658	95 658
Sécurité civile	143			
Autres	144			
	145	85 000	95 658	95 658
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	146			
Enlèvement de la neige	147	10 000	34 060	34 060
Autres	148			
Transport collectif	149			
Autres	150			
	151	10 000	34 060	34 060
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	152	315 900	246 517	246 517
Réseau de distribution de l'eau potable	153			
Traitement des eaux usées	154	50 000	80 849	80 849
Réseaux d'égout	155			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	156	1 500	1 500	1 500
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	157			
Tri et conditionnement	158			
Autres	159			
Autres	160			
Cours d'eau	161			
Protection de l'environnement	162			
Autres	163			
	164	367 400	328 866	32 493
				33 247
			361 359	442 421

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	165			
Autres	166			
	167			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	168			
Rénovation urbaine	169			
Promotion et développement économique	170			
Autres	171			
	172			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	173			
Activités culturelles				
Bibliothèques	174			
Autres	175			
	176			
Réseau d'électricité	177			
	178	462 400	458 584	491 077
				589 304

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	179			
Évaluation	180			5 600
Autres	181	5 645	5 900	5 530
	182	5 645	5 900	11 130
Sécurité publique				
Police	183			
Sécurité incendie	184			
Sécurité civile	185			
Autres	186			
	187			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	188	20 000		
Enlèvement de la neige	189	865		
Autres	190			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	191			
Transport adapté	192			
Transport scolaire	193			
Autres	194			
Autres	195			
	196	20 865		
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	197			
Réseau de distribution de l'eau potable	198	89 860	101 129	102 340
Traitement des eaux usées	199			
Réseaux d'égout	200	15 000	14 702	40 073
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	201	1 500	3 105	80
Matières recyclables	202			
Autres	203		3 365	4 106
Cours d'eau	204			
Protection de l'environnement	205			
Autres	206			
	207	106 360	118 936	146 599

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	208			
Sécurité du revenu	209			
Autres	210			
	211			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	212			
Rénovation urbaine	213			
Promotion et développement économique	214	13 000	13 749	13 749
Autres	215	25 000	17 290	17 290
	216	38 000	31 039	31 039
Loisirs et culture				
Activités récréatives	217	288 055	316 714	316 714
Activités culturelles				
Bibliothèques	218	9 880	7 205	7 205
Autres	219	26 955	3 325	100 825
	220	324 890	327 244	424 744
Réseau d'électricité	221			
	222	495 760	483 119	583 984
TOTAL DES SERVICES RENDUS	223	958 160	941 703	1 146 706

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	224	45 000	103 558	81 898
Droits de mutation immobilière	225	1 000 000	3 866 270	1 627 525
Droits sur les carrières et sablières	226			
Autres	227	9 260	19 955	17 500
	228	1 054 260	3 989 783	1 726 923
AMENDES ET PÉNALITÉS	229	120 000	103 940	120 747
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	230			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	231	330 000	853 911	516 361
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232	100	8 249	3 050
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234		597 214	198 978
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235			
Contributions des promoteurs	236		2 034 785	406 398
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237			
Contributions des organismes municipaux	238	7 400	22 175	40 041
Autres contributions	239	10 000	2 000	37 370
Redevances réglementaires	240			
Autres	241	17 310	221 815	279 983
	242	34 810	2 886 238	965 820
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	243			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	473 220	480 171		480 171	491 324	416 154
Greffe et application de la loi	2	734 730	776 809	136	776 945	776 945	514 793
Gestion financière et administrative	3	2 154 075	2 229 097	117 913	2 347 010	2 487 261	2 123 890
Évaluation	4	254 905	260 708		260 708	260 708	241 573
Gestion du personnel	5	668 600	370 684		370 684	370 684	95 247
Autres							
▪ Autres	6.1	3 527 485	2 003 959	40 627	2 044 586	2 044 586	2 106 907
	7	7 813 015	6 121 428	158 676	6 280 104	6 431 508	5 498 564
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	2 738 790	2 706 304		2 706 304	2 706 304	2 724 694
Sécurité incendie	9	1 614 515	1 497 858	271 775	1 769 633	1 769 633	1 722 965
Sécurité civile	10	149 785	137 519	15 781	153 300	153 300	157 430
Autres	11	45 175	47 419		47 419	47 419	47 628
	12	4 548 265	4 389 100	287 556	4 676 656	4 676 656	4 652 717
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	13	1 582 440	1 557 399	1 840 250	3 397 649	3 397 649	3 026 042
Enlèvement de la neige	14	3 036 650	3 041 756	20 798	3 062 554	3 062 554	2 307 397
Éclairage des rues	15	133 635	125 918	22 413	148 331	148 331	147 985
Circulation et stationnement	16	230 506	228 452		228 452	228 452	197 779
Transport collectif							
Transport en commun	17	151 250	174 021		174 021	174 021	143 225
Transport aérien	18						
Transport par eau	19						
Autres	20	869 960	1 258 792	175 738	1 434 530	1 434 530	1 167 912
	21	6 004 441	6 386 338	2 059 199	8 445 537	8 445 537	6 990 340

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	22	1 061 200	1 231 618	219 190	1 450 808	1 450 808	1 338 063
Réseau de distribution de l'eau potable	23	1 232 971	1 248 203	849 796	2 097 999	2 097 999	1 910 754
Traitement des eaux usées	24	657 380	687 029	548 840	1 235 869	1 235 869	1 718 604
Réseaux d'égout	25	351 663	263 962	899 872	1 163 834	1 163 834	1 165 319
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	26	1 411 950	1 415 024		1 415 024	549 421	529 146
Élimination	27					407 931	364 392
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	28					655 429	619 768
Tri et conditionnement	29						
Matières organiques							
Collecte et transport	30					82 625	69 375
Traitement	31					6 438	8 188
Matériaux secs							
Autres	32						
Plan de gestion	33					97 095	82 540
Autres	34						
Autres	35					4 326	4 347
Cours d'eau	36	30 980	34 014	37 123	71 137	71 137	76 893
Protection de l'environnement	37	34 545	32 458	2 526	34 984	34 984	52 094
Autres	38	809 085	624 267	4 242	628 509	660 188	564 469
	39	5 589 774	5 536 575	2 561 589	8 098 164	8 518 084	8 503 952
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	40	100 000	93 895		93 895	93 895	114 207
Sécurité du revenu	41						
Autres	42						
	43	100 000	93 895		93 895	93 895	114 207

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	44	1 027 410	1 053 151	6 872	1 060 023	1 060 023	712 753
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	45						
Autres biens	46	825 545	131 491		131 491	131 491	109 545
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	47	641 785	660 140		660 140	660 140	426 500
Tourisme	48	494 655	291 283	58 736	350 019	175 019	131 234
Autres	49						
Autres	50		606 189		606 189	606 189	63 757
	51	2 989 395	2 742 254	65 608	2 807 862	2 632 862	1 443 789
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	52	579 230	610 401	111 674	722 075	722 075	622 906
Patinoires intérieures et extérieures	53	460 425	470 676	110 837	581 513	581 513	575 004
Piscines, plages et ports de plaisance	54	66 735	36 315	38 541	74 856	74 856	74 965
Parcs et terrains de jeux	55	1 159 300	1 204 789	207 962	1 412 751	1 412 751	1 354 842
Parcs régionaux	56	70 770	61 650	21 152	82 802	82 802	86 790
Expositions et foires	57	180 170	150 258		150 258	150 258	152 299
Autres	58	44 030	5 523	887	6 410	428 464	436 468
	59	2 560 660	2 539 612	491 053	3 030 665	3 452 719	3 303 274
Activités culturelles							
Centres communautaires	60	158 755	140 690	4 068	144 758	144 758	143 698
Bibliothèques	61	612 155	567 298	54 872	622 170	622 170	556 954
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	62	144 530	157 643	36 159	193 802	193 802	281 669
Autres ressources du patrimoine	63	72 340	65 897		65 897	65 897	243
Autres	64	370 805	256 003		256 003	256 003	158 354
	65	1 358 585	1 187 531	95 099	1 282 630	1 282 630	1 140 918
	66	3 919 245	3 727 143	586 152	4 313 295	4 735 349	4 444 192

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	67						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	68	1 437 645	1 482 727		1 482 727	1 482 727	1 255 869
Autres frais	69	100 000	142 810		142 810	142 810	122 599
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	70		(3 900)		(3 900)	(3 900)	(33 500)
Autres	71	13 000	1 868		1 868	1 868	18 848
	72	1 550 645	1 623 505		1 623 505	1 623 505	1 363 816
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	73						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	74	5 269 875	5 718 780 (	5 718 780)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	2 939 250	2 939 250	1 291 080
Usines de traitement de l'eau potable	2			48 389
Usines et bassins d'épuration	3			97 291
Conduites d'égout	4	4 692 377	4 692 377	3 528 373
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	5 410 139	5 410 139	7 281 929
Ponts, tunnels et viaducs	7	29 571	29 571	327 215
Systèmes d'éclairage des rues	8	36 305	36 305	21 124
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	1 871 303	1 871 303	635 000
Autres infrastructures	11	240 440	240 440	2 186
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	9 449	9 449	19 168
Édifices communautaires et récréatifs	14	304 545	304 545	49 571
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	1 654 591	1 654 591	66 017
Ameublement et équipement de bureau	18	355 610	355 610	172 693
Machinerie, outillage et équipement divers	19	438 141	438 141	681 344
Terrains	20	636 281	636 281	21 404
Autres	21		8 205	32 489
	22	18 618 002	18 626 207	14 275 273

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalizations 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	2 725 090	2 725 090	930 973
Usines de traitement de l'eau potable	2			48 389
Usines et bassins d'épuration	3			97 291
Conduites d'égout	4	4 121 284	4 121 284	2 501 117
Autres infrastructures	5	6 945 278	6 945 278	6 515 734
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6	214 160	214 160	360 107
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9	571 093	571 093	1 027 256
Autres infrastructures	10	642 480	642 480	1 751 720
Autres immobilisations corporelles	11	3 398 617	3 406 822	1 042 686
	12	18 618 002	18 626 207	14 275 273

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	23 802			23 802
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	13 568 804	1 134 516	1 328 674	13 374 646
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	35 865 990	8 531 884	2 659 947	41 737 927
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	49 458 596	9 666 400	3 988 621	55 136 375
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	5 904 304		431 779	5 472 525
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	5 904 304		431 779	5 472 525
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	5 904 304		431 779	5 472 525
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17	1 537 282		54 902	1 482 380
	18	7 441 586		486 681	6 954 905
	19	56 900 182	9 666 400	4 475 302	62 091 280
Dette en cours de refinancement	20	()		()	()
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	56 900 182	9 666 400	4 475 302	62 091 280

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	60 608 900
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	8 518 199
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	23 802
Débiteurs	8	5 472 525
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	63 630 772
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	1 482 380
Endettement net à long terme	14	65 113 152
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	49 801
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	65 162 953
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	65 162 953
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1			
Évaluation	2	242 055	238 847	229 215
Autres	3	225 010	162 903	213 071
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	7 770	10 077	7 373
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	1 305 915	1 307 084	1 057 884
Cours d'eau	13	30 980	34 014	39 770
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	95 940	200 167	90 851
Rénovation urbaine	19	10 140		9 624
Promotion et développement économique	20	266 925	240 794	252 768
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23	62 190	53 185	59 034
Réseau d'électricité	24			
	25	2 246 925	2 247 071	1 959 590

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023*Non audité*

		2023	2022
Rémunération	1	280 329	244 519
Charges sociales	2	65 094	58 899
Biens et services	3	17 932 335	13 938 939
Frais de financement	4	340 244	29 224
Autres	5		
	6	18 618 002	14 271 581

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	30,00	32,50	48 043,00	3 198 160	448 001	3 646 161
Professionnels	2						
Cols blancs	3	40,00	32,50	67 219,00	2 177 415	469 166	2 646 581
Cols bleus	4	45,00	40,00	94 367,00	3 285 039	779 915	4 064 954
Policiers	5						
Pompiers	6	9,00	32,50	15 149,00	611 523	74 694	686 217
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	124,00		224 778,00	9 272 137	1 771 776	11 043 913
Élus	9	7,00			313 756	63 844	377 600
	10	131,00			9 585 893	1 835 620	11 421 513

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	361 633	219 652	499 104		1 080 389
Réseau de distribution de l'eau potable	3	125 061				125 061
Traitement des eaux usées	4	1 060 134	149 790	340 362		1 550 286
Réseaux d'égout	5	40 537				40 537
Autres	6	1 674 633		10 682		1 685 315
	7	3 261 998	369 442	850 148		4 481 588

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	294	324
	4	294	324
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	78 661	84 269
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	78 661	84 269
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	332 487	232 225
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12	296 102	200 449
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	628 589	432 674
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	76 184	79 959
Réseau de distribution de l'eau potable	17	266 530	237 026
Traitement des eaux usées	18	152 177	160 617
Réseaux d'égout	19	351 787	297 850
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	846 678	775 452
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32	2 504	2 352
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	2 504	2 352
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	60 584	62 215
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	6 195	6 530
Autres	38		
	39	66 779	68 745
Réseau d'électricité			
	40		
	41	1 623 505	1 363 816

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Lucie Allard	1.1 Maire	81 948	18 207	5 329	2 607
Guillaume Carignan	1.2 Conseiller	22 876	11 438	974	487
Pascal Doucet	1.3 Conseiller	25 020	12 510		
Annie Gauthier	1.4 Conseiller	25 877	12 939		
Jasmine Hébert	1.5 Conseiller	22 876	11 438		
Marion Lamothe	1.6 Conseiller	22 876	11 438	1 233	617
Pierre Moras	1.7 Conseiller	22 876	11 438	3 702	1 103

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

OUI **NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 2 000 000 \$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 3 31 750 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 4

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus 7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges 11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie 12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs 14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 16 _____ \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer 17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme 19 _____ \$

Ligne 24 : Libres 20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts 21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts 22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés
Solde cumulatif au début de l'exercice 23 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice 24 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice 25 _____ \$

Les questions 5 à 12 s'appliquent aux municipalités seulement

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 26
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 27 15 791 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 28
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2023 29 1 536 972 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 30
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 31 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 32
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 33 _____ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 34
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 35
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 36
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 37 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 39 2 034 785 \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 40
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 41 78 819 \$
- b) autres formes d'aide 42 236 760 \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2023

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2023

43 \$10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2023 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD44 411 423 \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪	Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	45	2 906 269 \$
▪	Dépenses relatives à l'entretien d'été		
	Systèmes de sécurité	46	125 918 \$
	Chaussées pavées - entretien préventif	47	2 638 265 \$
	Chaussées pavées - entretien palliatif	48	\$
	Chaussées en gravier - entretien préventif	49	210 225 \$
	Chaussées en gravier - entretien palliatif	50	\$
	Systèmes de drainage	51	\$
	Abords de routes	52	356 924 \$
	Total des dépenses relatives à l'entretien d'été	53	3 331 332 \$

b) Dépenses d'investissement

▪	Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	54	10 131 \$
▪	Dépenses relatives à l'entretien d'été	55	2 368 463 \$

c) Total des frais encourus admissibles

56 8 616 195 \$

d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :

Véhicules, pavage, etc.

- Relatives à l'entretien d'été :

Pavage, blocs de béton, équipements, excavation, luminaires, etc.

e) Si le total des frais encourus à la ligne 56 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2023 (ligne 44), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 53 et 55), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2023 (ligne 44), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 57 24-157b) Date d'adoption de la résolution 58 2024-04-08

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 59
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 60 23-591
- b) Date d'adoption de la résolution 61 2023-11-06
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 62 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 63 _____
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 64 _____
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 65 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 66 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 67 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 68 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 69 1 399
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 70 _____
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 71 _____
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 72

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La question 13 s'applique aux MRC et aux municipalités seulement

13. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	73	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	74	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	75	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	76	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	77	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	78	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	79	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	80	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	81	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	82	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	83	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	84	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	85	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	86	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	87	_____	\$
Ligne 24 : Libres	88	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	89	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	90	_____	\$

La question 14 s'applique aux MRC seulement

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

Non audité**OUI** **NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

3. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

4 **Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.**

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

5

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

6

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

7 **La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.**

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

8

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

9 **Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.**

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2024-05-13

Nom du signataire : Me Isabelle Auger St-Yves

Fonction du signataire : Greffière

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2024-05-08 10:34

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Budget 2023	Réalisations 2023		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	36 362 348	37 297 710	43 653 835	2 151 018	44 323 523
Investissement	2	611 103		3 385 751		3 385 751
	3	36 973 451	37 297 710	47 039 586	2 151 018	47 709 274
Charges	4	32 282 944	37 784 655	36 339 018	2 299 708	37 157 396
Excédent (déficit) de l'exercice	5	4 690 507	(486 945)	10 700 568	(148 690)	10 551 878
Moins : revenus d'investissement	6 (	611 103)(	)	3 385 751)(	)	3 385 751)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	4 079 404	(486 945)	7 314 817	(148 690)	7 166 127
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	5 575 179	5 269 875	5 718 780	133 456	5 852 236
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	56 938		155 629		155 629
Remboursement de la dette à long terme	10 (	4 141 553)(	3 972 225)(	3 988 621)(	54 902)(	4 043 523)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	2 739 229)(	2 099 000)(	7 250 184)(	8 205)(	7 258 389)
Excédent (déficit) accumulé	12	278 230	1 187 600	1 799 550		1 799 550
Autres éléments de conciliation	13	122 058	100 695	200 316		200 316
	14	(848 377)	486 945	(3 364 530)	70 349	(3 294 181)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	3 231 027		3 950 287	(78 341)	3 871 946

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2022	2023	2022
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	7 010 461	8 905 348	9 862 477
Débiteurs	2	10 896 247	16 288 539	17 119 908
Placements de portefeuille	3	52 790	88 019	88 019
Autres	4	928 833	730 654	345 654
	5	18 888 331	26 012 560	27 416 058
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			
Dette à long terme	7	54 962 630	60 179 219	61 661 599
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8	330 005	51 479	51 479
Autres	9	7 909 217	12 111 159	12 603 447
	10	63 201 852	72 341 857	74 316 525
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(44 313 521)	(46 329 297)	(46 900 467)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	12	141 736 042	154 391 692	157 754 924
Autres	13	1 244 762	1 305 445	1 312 266
	14	142 980 804	155 697 137	159 067 190
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	4 339 402	6 521 978	7 440 009
Excédent de fonctionnement affecté	16	6 768 817	4 201 097	4 201 097
Réserves financières et fonds réservés	17	469 375	1 344 898	1 344 898
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 (	27 768)(	30 362)(	30 362)(
Financement des investissements en cours	19	(5 896 349)	(2 832 297)	(2 832 297)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	93 013 806	100 162 526	102 043 378
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			
	22	98 667 283	109 367 840	112 166 723

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2023**

		2023	2022
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Projets d'investissements	1.1	1 766 105	2 655 010
▪ Fibre optique - MRC	1.2	2 042 507	2 042 507
▪ Vidange de boues	1.3		413 700
▪ Budget année subséquente	1.4	392 485	1 657 600
	2	4 201 097	6 768 817
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3		
	4	4 201 097	6 768 817
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Règlement #1696 - Vidange des boues	5.1	490 005	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7	725 931	395 573
Organismes contrôlés et partenariats	8		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9	23 802	23 802
Organismes contrôlés et partenariats	10		
Fonds local d'investissement	11		
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	105 160	50 000
Autres			
▪	14.1		
	15	1 344 898	469 375
	16	5 545 995	7 238 192

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	63 630 772
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	65 162 953

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	23 802	23 802
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	41 737 927	35 865 990
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	13 374 646	13 568 804
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	5 472 525	5 904 304
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	1 482 380	1 537 282
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	62 091 280	56 900 182

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalizations 2022	Budget 2023	Réalizations 2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	31 477 740	32 999 730	33 529 040	33 529 040
Compensations tenant lieu de taxes	13	233 730	250 625	253 383	253 383
Quotes-parts	14				
Transferts	15	943 314	1 550 125	3 272 681	3 766 922
Services rendus	16	1 014 853	958 160	941 703	1 075 061
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	1 847 670	1 174 260	4 093 723	4 093 723
Autres	18	845 041	364 810	1 563 305	1 605 394
	19	36 362 348	37 297 710	43 653 835	44 323 523
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	32 574		1 208 907	1 208 907
Autres	23	578 529		2 176 844	2 176 844
	24	611 103		3 385 751	3 385 751
	25	36 973 451	37 297 710	47 039 586	47 709 274

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
Administration générale	1	7 813 015	6 121 428	158 676	6 280 104	6 431 508	5 498 564
Sécurité publique							
Police	2	2 738 790	2 706 304		2 706 304	2 706 304	2 724 694
Sécurité incendie	3	1 614 515	1 497 858	271 775	1 769 633	1 769 633	1 722 965
Autres	4	194 960	184 938	15 781	200 719	200 719	205 058
Transport							
Réseau routier	5	4 983 231	4 953 525	1 883 461	6 836 986	6 836 986	5 679 203
Transport collectif	6	151 250	174 021		174 021	174 021	143 225
Autres	7	869 960	1 258 792	175 738	1 434 530	1 434 530	1 167 912
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	3 303 214	3 430 812	2 517 698	5 948 510	5 948 510	6 132 740
Matières résiduelles	9	1 411 950	1 415 024		1 415 024	1 803 265	1 677 756
Autres	10	874 610	690 739	43 891	734 630	766 309	693 456
Santé et bien-être	11	100 000	93 895		93 895	93 895	114 207
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 027 410	1 053 151	6 872	1 060 023	1 060 023	712 753
Promotion et développement économique	13	1 136 440	951 423	58 736	1 010 159	835 159	557 734
Autres	14	825 545	737 680		737 680	737 680	173 302
Loisirs et culture	15	3 919 245	3 727 143	586 152	4 313 295	4 735 349	4 444 192
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	1 550 645	1 623 505		1 623 505	1 623 505	1 363 816
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	32 514 780	30 620 238	5 718 780	36 339 018	37 157 396	33 011 577
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	5 269 875	5 718 780 (	5 718 780)			
	21	37 784 655	36 339 018		36 339 018	37 157 396	33 011 577

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		<u>Réalisations 2022</u>	<u>Réalisations 2023</u>		<u>Total consolidé¹</u>
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés et partenariats</u>	
Revenus d'investissement	1	611 103	3 385 751		3 385 751
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	14 271 581)(	18 618 002)(	8 205)(	18 626 207)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	43 479)(	46 390)(	)	46 390)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	3 963 462	9 510 771		9 510 771
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	2 739 229	7 250 184	8 205	7 258 389
Excédent accumulé	6	2 429 929	1 581 739		1 581 739
	7	(5 182 440)	(321 698)		(321 698)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(4 571 337)	3 064 053		3 064 053

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14